

Communiqués internationaux conjoints du Secrétariat international et du Secrétariat aux Droits de l'Homme (1971-1983)

Communiqué du 09/09/1982 sur la République centrale

Le Secrétariat international et le Secrétariat aux Droits de l'Homme du Parti socialiste expriment leur préoccupation de constater que MM. Abel Goumba et Patrice Endjimoungou, responsables du FPO-PT, sont emprisonnés depuis les 17 et 14 août sans que les autorités centrafricaines aient porté à la connaissance de l'opinion internationale les charges exactes retenues à leur encontre. Ils expriment le vœu que toutes garanties leur soient données pour qu'ils puissent être traités conformément aux règles de justice et aux droits de l'homme.

Ils marquent leur inquiétude quant à l'incidence d'éventuelles provocations étrangères au FPO-PT et tendant à justifier a posteriori les mesures prises à leur sujet.

Ils restent attentifs à la façon dont progressera la restauration démocratique en République centrafricaine.

Paris, 9 Septembre 1982.

Communiqué du 15/12/1982 sur le Surinam

Surinam

Le Parti socialiste déplore le coup d'Etat du 8.12 par lequel l'armée a évincé les civils du Gouvernement du Surinam. Il dénonce les exécutions sommaires qui l'ont accompagné. Une fois de plus, l'armée s'oppose aux mouvements syndical et étudiant en faveur de la démocratie

(Communiqué de Jacques Huntzinger et Michel de la Fournière)

Communiqué du 20/01/1983 relatif à la Malaisie

Exécutions capitales en Malaisie

Comment comprendre le sens de l'opération sinistre à laquelle procède aujourd'hui le gouvernement malaisien ? Voici un pays dont les conditions socio-économiques, favorisées par les ressources naturelles et par une gestion avisée, n'ont cessé de progresser depuis plusieurs années. Voici une société qui vit aujourd'hui avec une paix civile et un calme politique inégales dans le passé – ou le processus électoral et la démocratisation politique progressent plus vite que dans bien d'autres pays d'Asie du Sud-Est.

C'est dans ce contexte, qui a valu à la Malaisie un rôle internationale croissant, que la justice malaisienne procède à l'exécution de détenus politiques jeunes, le plus souvent d'origine chinoise, en prison depuis plusieurs années. Les protestations internationales n'y font rien : peut-être le gouvernement malaisien croit-il ainsi prouver son indépendance que personne ne lui conteste pourtant.

En réalité, nous le lui disons avec le calme auquel nous autorise une vision équilibrée de ce pays. Il ne fait ainsi que signifier une volonté de vengeance et une insécurité anachroniques, quel que soit le processus judiciaire qui a conduit à ces condamnations, le gouvernement malais s'honorerait devant la communauté internationale en l'interrompant.

Communiqué du 23/02/1983 relatif à la Tchécoslovaquie

Le Parti Socialiste tient à affirmer sa solidarité à l'égard des Tchécoslovaques qui actuellement, pour des motifs politiques, font l'objet de poursuites judiciaires, ou en prison soumis à des traitements inhumains, ou encore empêchés de rejoindre leur famille déjà en exil. Plusieurs cas sont particulièrement graves, comme ceux de MM. Battech, Léo et Javorski.

Le PS demande aux autorités tchécoslovaques de répondre favorablement aux demandes des familles de ces prisonniers politiques. Ce geste humanitaire serait apprécié par le Parti socialiste.

Communiqué du 17/03/1983 relatif au Salvador

Le Parti Socialiste manifeste sa très vive émotion devant l'assassinat de Madame Marianella Garcia-Villas, Présidente de la Commission des Droits de l'Homme.

Le Parti Socialiste constate une fois de plus que les droits de l'homme sont chaque jour bafoués au Salvador et que tout renforcement de l'aide apportée au Gouvernement ne peut qu'accroître la répression.

Plus que jamais, la recherche d'une solution négociée s'impose pour parvenir au rétablissement de la paix.

Communiqué du 24/03/1983 relatif à l'Argentine

A l'occasion du 7ème anniversaire du coup d'Etat en Argentine, le 24 mars 1983, le parti socialiste réaffirme son appui à la lutte des forces populaires pour un retour rapide à la démocratie, seule garante du respect de la liberté et de la vie des citoyens.

A cet égard, l'annonce faite par le gouvernement de la tenue des élections le 30 octobre prochain revêt une importance particulière.

Le parti socialiste tient à rappeler son profond attachement au respect de procédures démocratiques, en Argentine comme ailleurs.

Le parti socialiste se solidarise avec les organisations de défense des droits de l'homme qui n'ont cessé de lutter pour que la lumière soit faite sur le sort des milliers de disparus, et qui refusent "le manteau de l'oubli.

Communiqué du 28/03/1983 relatif au Nicaragua

Le 26 Mars, des commandos anti-sandinistes ont tué un médecin coopérant français, Pierre Grosjean.

Le Parti socialiste condamne cette nouvelle violence et s'incline devant la victime. Il rappelle qu'il est pleinement solidaire de l'effort de reconstruction et de développement du Nicaragua auquel participent les coopérants français. Il condamne l'escalade de la violence, dont l'origine est la volonté de revanche de la dictature somoziste, et qui risque de précipiter le Nicaragua dans le chaos.

Le Parti socialiste dénonce une nouvelle fois ceux qui soutiennent cette violence et l'armement délibéré.

Communiqué du 27/04/1983 relatif au Salvador

Le 24 mars 1980, monseigneur Romero archevêque de San Salvador, était assassiné pour avoir énoncé chaque dimanche la liste hebdomadaire des victimes de la répression et dénoncé ses auteurs. Deux ans plus tard, le major d'Aubuisson, l'un des fondateurs des escadrons de la mort considéré comme responsable de l'assassinat de monseigneur Romero, était élu président de l'assemblée. Et les assassinats se poursuivent – plusieurs milliers en 1982, la semaine dernière, la présidente de la commission salvadorienne des droits de l'homme, Marianella Garcia Villas.

A l'occasion du 3ème anniversaire de l'assassinat de monseigneur Romero, le parti socialiste réaffirme son soutien aux luttes des peuples d'Amérique centrale contre les dictatures, et exprime sa conviction que ni les assassinats, ni le renforcement de l'aide militaire n'en viendront à bout. Les progrès de la guérilla salvadorienne le prouvent à nouveau. Dans la ligne de la déclaration franco-mexicaine de 1981, le parti socialiste appuie la lutte du FDR-FMLN, et ses efforts en vue d'une négociation. Il appuie toutes les initiatives de paix en Amérique centrale lorsqu'elles n'excluent aucune des parties en cause.